

Perspectives sur les enjeux du plurilinguisme africain en Suisse

Mohomodou Houssouba, Centre d'études africaines, Université de Bâle; Société suisse d'études africaines

Le plurilinguisme officiel suisse est un cas particulier en Europe de l'Ouest. Pour la plupart, l'état-nation est identifié à une seule langue officielle, quel que soit le nombre d'idiomes parlés sur le territoire national. Cependant, même en Suisse où les questions linguistiques ne crispent pas outre-mesure, elles suscitent néanmoins un débat passionné.

La décision de certains cantons alémaniques d'introduire l'anglais avant le français à l'école primaire cristallise le «malentendu» qui, selon certains, sonne l'abandon de l'accord tacite entre les régions linguistiques pour promouvoir l'apprentissage de la langue de l'autre. **L'idéal est de cultiver l'unité culturelle dans la diversité linguistique.** Ce plaidoyer appelle à l'esprit de compromis et de consensus qui assure l'équilibre entre les différentes composantes de la société suisse.

Les langues de la migration sont incontournables

Le modèle suisse est ainsi rare en Europe, même dans le monde. Chacune des quatre langues a le statut de langue officielle dans une aire géographique déterminée. Par ailleurs, les cantons de Berne, Fribourg et du Valais sont même bilingues. Mais le débat ne peut être réduit aux relations entre les langues «autochtones» comme a montré en juin l'atelier «Quand les langues africaines changent de lieux»*. En fait, en Suisse comme ailleurs, des langues de la migration devenues véhiculaires sont désormais incontournables dans la communication des autorités publiques et opérateurs économiques. C'est le cas de langues africaines comme le somali, tigrinya ou swahili.

* Dans le cadre de la série de manifestations «Migration et mobilité», la Société suisse d'études africaines a organisé l'atelier «Quand les langues africaines changent de lieux», le 24 juin 2016 au Centre d'études africaines de l'Université de Bâle. Les intervenants ont partagé leurs expériences de pays comme l'Allemagne, l'Espagne, la France, le Québec et la Suisse, qui sert de repère dans les analyses comparatives.

Domination du modèle européen

L'aire géographique des études africaines concentre encore un tiers des langues vivantes. La plupart des pays africains ont plus qu'une langue nationale. Certains comptent une centaine ou plus; ce qui pose en soi un véritable défi d'aménagement linguistique. En plus, ces pays ont hérité de modèles européens de la langue nationale unique qui façonnent leurs politiques linguistiques actuelles. Même ultra-minoritaire, la langue de l'ex-puissance coloniale domine encore la vie publique, malgré divers efforts de promotion des langues du pays. Le rationnel est qu'en évitant de donner un rôle formel aux langues autochtones, on prévient les conflits dangereux dont de nations fragiles peuvent bien se passer. De même, on prend en exemple les grandes nations qui se sont (presque) toutes construites autour d'une langue. Dans l'espace francophone, ce raisonnement est largement partagé par les élites africaines et françaises.

Le modèle suisse

Il semblerait moins évident en soi en Suisse où la conscience collective et le vécu quotidien sont marqués par une diversité linguistique, qui jouit jusque-là d'une légitimité théorique auprès de la communauté nationale. Le cadre suisse permet ainsi de prendre un recul pour faire l'état des lieux dans différents pays africains et analyser l'impact des politiques linguistiques sur le vivre en commun et la conduite des affaires publiques.

L'auteur

Mohomodou Houssouba



Mohomodou Houssouba est écrivain et linguiste. Il est chercheur associé au Centre d'études africaines de Bâle et membre du comité exécutif de la Société suisse d'études africaines.

L'atelier de Bâle a servi de tremplin pour au moins trois manifestations à venir organisées par les membres de la SSEA autour de l'impact du plurilinguisme sur le quotidien de la vie en ville et campagne en Afrique et ses implications pour les travaux de terrain de chercheurs africanistes qui ont de moins en moins le temps d'apprendre les langues parlées dans leurs milieux d'enquête.